

Pour assurer le ravitaillement du pays en bois de râperie

Autor(en): [s.n.]

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Journal forestier suisse : organe de la Société Forestière Suisse**

Band (Jahr): **91 (1940)**

Heft 3

PDF erstellt am: **25.09.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-785479>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Du point de vue forestier — et agricole aussi — le Chalet à Roch, dont les épicéas fournissent surtout des bois de sciage et de feu, est certainement un domaine d'un haut intérêt. Les sylviculteurs pourront y observer ces vastes cantonnements dépourvus de rajeunissement et discuter des méthodes propres à y porter remède. Les naturalistes, les touristes épris du sens de la Nature, auront toujours du plaisir à parcourir ses grands bois, ses rocs terriblement « laisinés ». La forêt réalise un champ d'observations continu et, ne comprend rien à la Nature celui qui la trouve ennuyeuse.

Sam. Aubert.

Pour assurer le ravitaillement du pays en bois de râperie.

Nos lecteurs trouveront, dans ce cahier, quelques indications statistiques sur l'importation en Suisse, durant le dernier semestre de 1939, de bois de râperie. Elles sont bien propres à montrer les difficultés auxquelles se heurte, depuis quelque temps, le ravitaillement de nos fabriques de cellulose et de pâte à papier. En vue de les atténuer dans la mesure du possible, l'« Office de guerre pour l'industrie et le travail » a fait parvenir, aux directions cantonales des forêts, une circulaire pour les inviter à augmenter leur production de bois de râperie. Il leur soumettait, en outre, un plan de répartition des livraisons de ces bois.

Voilà une proposition aussi opportune qu'actuelle, et l'on peut espérer que tous les cantons seront en état de livrer les contingents qui leur ont été attribués.

Suivent, ci-dessous, quelques extraits de la circulaire en question, et que nous empruntons au cahier n° 9/10 du « Marché des bois » (p. 168).

L'industrie suisse de la papeterie et de la cellulose, qui consomme annuellement 400.000 à 500.000 stères de bois à papier, s'est, ces dernières années, procuré en moyenne 300.000 stères de provenance indigène. Cette quantité doit, à tout prix, être mise à sa disposition dans le courant de 1940 également.

Etant donné le gros volume des bois à brûler dont ont besoin l'armée et la population civile, l'industrie sus-nommée restreindra autant que possible sa demande. *Mais il est absolument nécessaire de lui fournir pour cette année au moins les 300.000 stères livrés annuellement jusqu'alors.*

Les livraisons de bois à papier annoncées jusqu'à ce jour ne sont pas suffisantes, de sorte que l'on peut se demander avec quelque inquiétude si la quantité nécessaire pourra être remise aux fabriques en temps utile.

Afin d'arriver à fixer dans une mesure équitable, en tenant compte des possibilités réelles des cantons, les quantités qui leur seront demandées, nous avons établi un plan de répartition. Pour déterminer le volume des livraisons à effectuer par chacun d'eux, nous avons pris en considération :

- a) les livraisons annuelles faites jusqu'ici, y compris les livraisons obligatoires de 1917 et 1918;
- b) les livraisons à l'armée;
- c) la surface forestière.

Nous voulons espérer que votre canton pourra fournir, *d'ici fin octobre 1940 au plus tard*, la quantité de bois à papier que nous lui supposons être en mesure de livrer.

La « Section du bois » se renseignera, à l'occasion, au sujet des mesures prises par les cantons et de leur répercussion. De leur côté, les offices pour l'achat du bois à papier nous adresseront chaque mois, pour être transmis aux cantons, un rapport sur les ventes conclues et les livraisons de bois à papier réellement exécutées.

Et voici maintenant le plan de répartition établi à ce sujet :

	Stères		Stères
Zurich	10.000	Report	163.000
Berne	75.000	Schaffhouse	1.000
Lucerne	23.000	Appenzell Rh.-Ext.	500
Uri	1.500	Appenzell Rh.-Int.	500
Schwyz	8.000	St-Gall	10.000
Obwald	1.000	Grisons	40.000
Nidwald	500	Argovie	15.000
Glaris	1.000	Thurgovie	2.000
Zoug	2.500	Tessin	2.000
Fribourg	25.000	Vaud	60.000
Soleure	15.000	Valais	3.000
Bâle-Ville	—	Neuchâtel	25.000
Bâle-Campagne	500	Genève	—
A reporter	163.000	Total	<u>322.000</u>

Souhaitons que, malgré les nombreux obstacles qu'ils auront à surmonter pour parfaire ces livraisons exceptionnellement fortes et pressantes, tous les cantons réussiront à résoudre cette difficile tâche.

COMMUNICATIONS.

Création du syndicat suisse du bois.

Le 22 septembre 1939, le Conseil fédéral prit un arrêté, en vertu duquel le Département fédéral de l'économie publique était autorisé à décréter la création de *syndicats* pour l'économie de guerre et à fournir les directives y relatives. L'arrêté contient, entre autres, les directives suivantes concernant l'organisation et l'activité de ces syndicats :

Leur organisation s'effectue, dans la règle, sous forme d'associations et doit tenir compte des intérêts de l'économie de guerre et de la politique commerciale extérieure. Le Département de l'économie